



Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.12/226**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 10 décembre 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	25
Nombre de Pouvoirs .....	07
Nombre de Votants .....	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT  
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS  
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH  
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE  
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES  
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

**Excusé**

Gilles **LEBRETON**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 10 décembre 2018

**2018.12/226**

### URBANISME - PRESCRIPTION DE LA REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (R.L.P.) – DEFINITION DES OBJECTIFS - MODALITES DE LA CONCERTATION - AUTORISATION

**M. Dominique THINNES, adjoint au maire en charge de l'urbanisme** - Le Règlement Local de Publicité (RLP) de la Ville de Montivilliers a été approuvé par arrêté municipal du 20 août 1985.

La Ville a, depuis, évolué sur le plan urbanistique, commercial et démographique.

De plus, le contexte législatif et réglementaire en matière de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes a été modifié par l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) et du Règlement National de Publicité (ENP) issu du décret du 30 janvier 2012.

L'article 36 de la loi ENE prévoit que les RLP antérieurs à son entrée en vigueur disposent d'un délai de 10 ans, soit le 13 juillet 2020, pour se conformer au nouveau droit de la publicité extérieure, faute de quoi ils seront caducs.

Cette loi prévoit également de nouvelles conditions d'élaboration et de révision des RLP et confère à l'EPCI compétent en matière de PLU, une compétence de principe pour élaborer un RLP. A défaut, la compétence demeure communale.

Il revient par conséquent à la Ville de Montivilliers de réviser son règlement local de publicité pour le transformer en RLP conforme aux nouvelles exigences légales et réglementaires. La procédure devra être conduite conformément à la procédure d'élaboration des PLU.

Pour l'ensemble de ces raisons, il est nécessaire d'engager la révision du règlement de publicité afin de mettre en œuvre une politique environnementale en matière de publicité extérieure adaptée aux caractéristiques actuelles de notre territoire.

Cette action souhaitée par l'équipe municipale permettra de lutter efficacement contre la pollution visuelle et de renforcer l'attractivité de la Ville.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**Le Conseil Municipal,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.581-14 et suivants et R.581-79 et suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants et L.153-11 et suivants ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2018 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de Montivilliers ;

**VU** le règlement local de publicité (RLP) de la ville de Montivilliers approuvé en 1985 ;

## **CONSIDERANT**

- Que les nouvelles dispositions du code de l'environnement en matière d'affichage publicitaire, telles que résultant de la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dite Grenelle II, sont venues modifier le contenu et la portée des règlements locaux de publicité (RLP) ;
- Que ces nouvelles dispositions déterminent, notamment, l'obligation d'une mise en conformité, avant le 13 juillet 2020, des RLP élaborés avant le 13 juillet 2010 ;
- Que le contexte urbain du territoire montivillonnais a considérablement évolué au cours de ces dernières décennies et qu'il convient de revisiter les orientations et objectifs de la réglementation en matière de publicité, de pré-enseignes et enseignes afin de mieux tenir compte des secteurs d'intérêt ;
- Tout l'intérêt de la valorisation de l'image communale en général et de la garantie d'un cadre de vie de qualité aux habitants ;
- L'intérêt d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

**Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 28 novembre 2018 consultée ;**

**VU** le rapport de M. l'adjoint au maire, chargé de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Marchés Publics, et des Travaux et Bâtiments ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DECIDE**

- **De prescrire la révision du règlement local de publicité (RLP) de la ville de Montivilliers selon les objectifs suivants :**
  - Assurer la qualité visuelle et paysagère des principales entrées de ville ;
  - Adapter le zonage aux nouveaux contours de l'agglomération et aux hameaux. Le statut de la publicité et des enseignes dans les hameaux doit être défini ;
  - Garantir la cohérence du traitement de la publicité, des pré-enseignes et des enseignes sur les différentes voies structurantes du territoire ;
  - Déterminer les possibilités et les conditions d'implantation de la publicité dans les lieux où un RLP peut déroger à l'interdiction nationale (secteurs patrimoniaux remarquables, abords des monuments historiques) ;
  - Encadrer les dispositifs lumineux. Publicités et enseignes numériques ont déjà investi le territoire ;
  - Alléger la pression publicitaire sur les grands axes et les zones commerciales et imposer des règles qualitatives ;
  - Assurer un nécessaire équilibre entre le droit à l'expression et à la diffusion d'informations et d'idées par le moyen de la publicité, d'enseignes et de pré-enseignes et la protection du cadre de vie et notamment de nos paysages ;

- **De soumettre à concertation cette révision du règlement local de publicité selon les modalités à minima suivantes :**
  - affichage en mairie de la délibération de prescription de la révision du RLP et des modalités de concertation, et ce, durant 2 mois ;
  - mise à disposition du public en mairie d'un registre de remarques, où les observations pourront être consignées tout au long de la procédure, sera mis à disposition de la population et des acteurs locaux, au service urbanisme de la mairie aux horaires d'ouverture de ce service, du lundi au vendredi de 8h15 à 12h15 sans rendez-vous, de 13h30 à 17h00 uniquement sur rendez-vous. Ce registre sera mis à disposition à compter du 26 décembre 2018 et durant toute la durée de la phase de concertation ;
  - utilisation de différents supports d'information et moyens de communication : information dans le magazine municipal, et sur le site internet de la ville de Montivilliers ;
  - organisation d'une réunion publique destinée aux habitants (date, lieu et horaire préalablement communiqués à minima dans le magazine municipal et sur le site internet de la ville de Montivilliers) ;
  - organisation d'une réunion publique destinée aux professionnels compétents en matière de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes (date, lieu et horaire préalablement communiqués à minima sur le site internet de la ville de Montivilliers) ;
- **D'autoriser le maire, ou son représentant, à prendre toutes décisions relatives à la mise en œuvre de cette concertation.**
- **De notifier la présente délibération à :**
  - Mme la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime ;
  - M. le Président du Conseil Régional de Normandie ;
  - M. le Président du Conseil Départemental de Seine-Maritime ;
  - MM. les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire, de la Chambre des Métiers de Seine-Maritime, de la Chambre d'Agriculture de Seine-Maritime ;
  - M. le Président de la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) ;
  - M. le Président du Pays Le Havre-Pointe de Caux-Estuaire.

La présente délibération fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et sera publiée au recueil des actes administratifs.

**Imputation budgétaire : 810-202**

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Envoyé en préfecture le 17/12/2018
Reçu en préfecture le 17/12/2018
Affiché le 
ID : 076-217604479-20181210-M_DE181210__226-DE